MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour l'administration

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 ET SUIVANTS
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET n° 29RN26

MAITRE DE L'OUVRAGE / ACHETEUR

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE SAINT-DENIS

CONDUCTEUR D'OPERATION / REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE SAINT-DENIS

Division Projets

Chef du Bureau Conduite des Opérations ou son représentant

Objet du marché

LA REUNION (974) – SAINTE MARIE - BA 181 – rénovation parking aéronautique

Lot 1 : Désamiantage du BAT 041

ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT

(page à remplir uniquement en cas de contractant unique)

Je soussigné,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

……

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

……

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

OU

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

……

……

Au capital de : ……

Ayant son siège social à :

……

…… Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

N° SIRET : ……

N° du code d'activité économique principale (APE) : ……

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet 29RN26** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

(page à remplir uniquement en cas de groupement)

Nous soussigné(e)s,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

……

……

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

……

……

Au capital de : ……

Ayant son siège social à :

……

……

Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

N° SIRET : ……

N° du code d'activité économique principale (APE) : ……

L'entreprise ……

agissant en tant que
- mandataire solidaire du groupement conjoint ☐
- mandataire du groupement solidaire ☐

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés ayant donné pouvoir au mandataire.

ET

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

……

……

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

……

……

Au capital de : ……

Ayant son siège social à :

……

……

Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

N° SIRET : ……

N° du code d'activité économique principale (APE) : ……

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet 29RN26** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, nous nous engageons sur la base de l'offre du groupement sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre du groupement ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

ARTICLE 2 - PRIX

2-1. Montant de l'offre

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire.
Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3.3 du C.C.A.P.

Montant hors TVA	……€
TVA au taux de 8,5 %	……€
Montant TVA incluse	……€

soit, en lettres : ……euros TTC

2-2. Montant sous-traité désigné au marché

Les annexes n° ……* au présent Acte d'Engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.
Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors TVA	……€

soit, en lettres : ……euros HT

2-3. Créance présentée en nantissement ou cession

La créance maximale que je pourrai ou le groupement dont je suis mandataire pourra présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Montant hors TVA	……€

soit, en lettres : ……euros HT

Lorsque le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances souhaite la communication des renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique, il en fait la demande auprès de la section achat infrastructure de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis.

ARTICLE 3 – DELAIS

La durée d'exécution globale du marché est fixée à six (6) mois, congés légaux des entreprises du bâtiment compris, comprenant une période de préparation et une période d'exécution des travaux.

Les travaux sont exécutés dans un délai de quatre (4) mois, congés légaux des entreprises du bâtiment compris et période de préparation non comprise. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service en prescrivant le commencement.

La durée de la période de préparation est de deux (2) mois à compter de l'ordre de service qui en prescrira le commencement.

Les congés légaux du bâtiment sont compris dans le délai d'exécution des travaux. Le titulaire devra organiser son planning de manière à respecter le délai contractuel fixé ci-dessus. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation du délai d'exécution des travaux pour ce motif.

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3.2.2 du CCAP.

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 5 - AVANCE

Sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, ***(cocher la case correspondante)***

l'opérateur économique désigné ci-après : ……

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

ou en cas de groupement

les opérateurs économiques désignés ci-après* : ……

☐ refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique

** En cas de groupement, lister tous les opérateurs refusant le bénéfice de l'avance. A défaut d'avoir expressément refusé le bénéfice de cette avance, celle-ci leur sera versée automatiquement, sur la base de la répartition des paiements jointe au présent acte d'engagement.*

ARTICLE 6 – RESPONSABLE DE LA GESTION DES ACTES DE SOUS-TRAITANCE

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation avec l'outil SUBCLIC des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion des actes pour le titulaire est :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

ARTICLE 7 – RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHE

La personne physique désignée comme interlocuteur privilégié pour le suivi administratif et l'exécution du marché est :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

Signature électronique de l’acte d’engagement par l’opérateur économique
Est lu et approuvé.
Acceptation et signature électronique de l'offre par l’acheteur
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.
Notification dématérialisée du marché à l’attributaire

ANNEXE N°1 À L'ACTE D'ENGAGEMENT

DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT
ET DEMANDE D'AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Nature des prestations sous-traitées
…….

Comptable public assignataire des paiements
Le directeur régional des finances publiques de la Réunion 7, avenue André Malraux 97 705 SAINT DENIS Messag Cedex 9

1. Identité du sous-traitant

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

……

A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

……

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

OU

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

……

……

Au capital de : ……

Ayant son siège social à :

……

……

……

Téléphone : ……

Adresse e-mail : ……

N° SIRET : ……

N° du code d'activité économique principale (APE) : ……..

2. Montant des prestations sous-traitées

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous

- Taux de la TVA : …….. .
- Montant HT : …….. .
- Montant TTC : …… .

b) Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

……mois

c) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2 *nonies* de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : ……. .
- Montant hors TVA : …….. .

3. Paiements

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre, sous-réserve que le montant sous-traité mentionné à l'article 1 de la présente annexe soit supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

4. Conditions de paiements

Le sous-traitant susmentionné :

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique ***(cocher en cas de refus)***

Modalités de calcul et de versement des avances : ……

Date (ou mois) d'établissement des prix : ……

Modalités de variation des prix : ……

Stipulations relatives aux détails, pénalités, primes, réfactions et retenues diverses : ……
……
……

Signature électronique de l’annexe à l’acte par l’opérateur économique recourant au sous-traitant
Signature électronique de l’annexe à l’acte par l’opérateur économique mandataire du groupement (le cas échéant)
Signature électronique de l’annexe à l’acte par le sous-traitant

ANNEXE N° 2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	*Prestations concernées*	*Montant H.T.*	*Taux T.V.A.*	*Montant T.T.C.*
Dénomination sociale : SIRET : ……..….. Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..….. Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..….. Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..….. Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ……..….. Code APE…… N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			